

La « Révision Générale des Politiques Publiques » de Sarkozy est un mauvais coup (le gouvernement appelle ça des « réformes »). Un mauvais coup contre la population : que vous soyez salarié du privé, fonctionnaire, chômeur ou précaire, retraité, jeunes, lycéen ou étudiants...

Ainsi :

Qui a intérêt à supprimer des emplois d'enseignants ?

- Pas vos enfants.

Qui a intérêt à fermer des classes dans les écoles ?

- Pas vos enfants.

Qui a intérêt à casser l'école et l'université ?

- Pas vos enfants ni les étudiants.

Qui a intérêt à fermer des hôpitaux ou des lits dans les hôpitaux publics ?

- Pas les malades ni leurs familles.

Qui a intérêt à la fermeture de tribunaux des Prud'hommes ?

- Pas les salariés.

Qui a intérêt à la fermeture des centres de sécurité sociale ?

- Pas les assurés sociaux,
- pas les malades,
- pas les victimes d'accidents du travail...

Qui a intérêt à la fermeture de centaines de perceptions ?

- Pas les contribuables,
- pas les usagers,
- pas les collectivités locales...

Qui a intérêt à la fermeture de bureaux de postes ?

- Pas les usagers...

Qui a intérêt à privatiser l'énergie alors que les prix « flambent » ?

- Pas les particuliers
- Pas les PME-PMI...

Qui a intérêt à casser la retraite par répartition et la sécurité sociale ?

- Pas les salariés,
- Pas les précaires
- Pas les chômeurs,
- pas les retraités !

Qui a intérêt à alléger les contrôles sanitaires (sécurité alimentaire) ou les contrôles sur la dangerosité des produits ?

- Pas les consommateurs
- Pas les travailleurs

Qui profite des cadeaux fiscaux et des exonérations de cotisations sociales ?

- Pas vos enfants, ni vos parents, ni vous, ni toi !

Qui a intérêt à privatiser les services publics, et à transformer le citoyen en client ?

- Pas vos enfants, ni vos parents, ni vous, ni toi

Qui a intérêt à précariser les salariés pour tirer les salaires vers le bas ?

- Pas les salariés du privé ou du public, pas les jeunes, pas les futurs retraités.

Qui a intérêt à la Casse sociale ?

- Les actionnaires et les dirigeants des grandes sociétés cotées en Bourse.

En faites vous partie ?

-
- **Alors, qui a intérêt à supprimer 200 000 emplois dans les 10 années qui viennent dans la fonction publique ? Ni Toi - Ni Moi !**
 - **Privatisations = augmentation des prix (eau, gaz, transports...)**
 - **Privatisations des Services Publics = cadeaux aux affairistes**
 - **La « Révision Générale des Politiques Publiques », c'est moins de pouvoir d'achat et plus de chômeurs !**

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE MODERNE, DE PROXIMITE ET DE SOLIDARITE

150 000 jeunes sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis 1950, des inégalités qui se creusent, des enjeux environnementaux colossaux ...

Face à la montée des inégalités il est urgent d'instaurer une société plus solidaire, la maîtrise des biens communs et donc une activité efficace des services publics. Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental

L'intérêt général a besoin de personnels qualifiés et reconnus, présents sur tout le territoire et non de salariés précaires; de solidarité et non de concurrence; de sens des responsabilités et non de docilité; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en oeuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement: de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère.

La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP), initiée par Sarkozy est une arme de destruction massive de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Sarkozy et son gouvernement considèrent l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa

politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles suppressions d'emplois dans les effectifs de fonctionnaires d'Etat (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux.

Usagers, agents, élus, battons-nous pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité. Pour une vraie modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.

Nous voulons une véritable démocratisation de la décision et du contrôle des services publics par les citoyens

- **Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable des missions de service public.**
- **Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense de l'intérêt général**

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice.

Organisons un débat démocratique sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

Signez la pétition sur : <http://service-public-notre-richeesse.fr/>